

RESULTATS ANNUELS 2013¹**PLAN DE TRANSFORMATION : OBJECTIFS 2013 ATTEINTS****NOUVELLE FORTE BAISSA DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET A 8,2 MDS€****RESULTAT OPERATIONNEL RECURRENT EN HAUSSE DE 16,9% A 922 M€****RESULTAT NET RECURRENT PART DU GROUPE MULTIPLIE PAR 4 A 223 M€****DIVIDENDE 2014 DE 0,70€ ET 0,70€ EN 2015²****OBJECTIFS 2014 : CROISSANCE SIGNIFICATIVE DES RESULTATS ATTENDUS****• DES RESULTATS EN CONSTANTE AMELIORATION DURANT L'EXERCICE :**

- Stabilisation au cours des trimestres de l'évolution du **chiffre d'affaires** à périmètre et change constants.
- **Réductions de coûts** supérieures à l'objectif.
- Nette amélioration de la variation de la **capacité d'autofinancement opérationnelle** en fin d'année, avec un T4 stabilisé à périmètre et change constants et en hausse de 2,5% hors charges de restructuration. Sur l'ensemble de l'année, -4,1% à périmètre et change constants et **-1,7% hors charges de restructuration**.
- **Résultat opérationnel récurrent** en hausse de 16,9% à 922 M€, à change constant.
- **Résultat net récurrent part du groupe** de 223 M€ contre 58 M€ en 2012.
- **Résultat net part du groupe** de -135 M€ sous l'effet de charges non récurrentes.

• PERSPECTIVES :

- Pour 2014³, Veolia Environnement vise les objectifs suivants :
 - Une croissance de son chiffre d'affaires.
 - Une croissance de l'ordre de 10% de sa capacité d'autofinancement opérationnelle et une croissance significative de son résultat opérationnel récurrent et de son résultat net part du groupe récurrent.
 - Proposition d'un dividende de 0,70€ par action au titre de l'exercice 2014 payable en 2015².
- Objectifs du plan à horizon 2015 confirmés.

Pour Antoine Frérot, Président-Directeur général du Groupe : «L'amélioration des performances au cours de l'exercice reflète les effets positifs du plan de transformation de Veolia Environnement. Tous les objectifs que nous nous sommes fixés en 2013 ont été atteints, et pour certains même dépassés, ce qui nous permet d'aborder la deuxième phase de notre plan stratégique avec une confiance renforcée. L'exercice 2014 marquera le retour à la croissance de nos résultats et nous permet d'annoncer des objectifs³ pour 2014 : croissance des ventes, hausse de la capacité de financement opérationnelle de l'ordre de 10% et appréciation significative de notre résultat opérationnel et de notre résultat net part du groupe récurrents. Veolia est donc bien sur une trajectoire de croissance rentable et durable.»

¹ La clôture de l'exercice 2013 est marquée par l'application anticipée des normes IFRS 10, 11 et 12 à compter du 1^{er} janvier 2013. L'application de ces normes a un impact significatif sur la présentation des Etats financiers consolidés puisque les co-entreprises détenues par le Groupe, auparavant consolidées en intégration proportionnelle sont dorénavant mises en équivalence. Le Groupe a ainsi procédé à un retraitement des comptes au 31 décembre 2012. Par ailleurs pour assurer la comparabilité des exercices les comptes 2012 ont été retraités des cessions en cours ou réalisées : voir page 19 de ce communiqué de presse

² Au regard du déroulement du plan de transformation, il sera proposé de verser un dividende de 0,70€ par action au titre de l'exercice 2014, payable en 2015.

³ A hypothèses de change actuelles#

Chiffres clés de l'exercice 2013⁴

Chiffre d'affaires : 22,3 Mds€	Effet net cumulé des économies de 178 M€
Capacité d'Autofinancement Opérationnelle : 1 796M€	Cessions : 1 253 M€
Résultat opérationnel récurrent : 922 M€	Endettement financier net : 8,2 Mds€
Résultat net récurrent part du groupe : 223 M€	Endettement financier net ajusté : 5,5 Mds€
Résultat net part du groupe : -135 M€	Levier EFN ajusté : 2,5x

- **Chiffre d'affaires de 22 315 M€ contre 23 239 M€ au 31 décembre 2012 retraité**

- **Eau : 10 222 M€, en retrait de 2,2% à périmètre et change constants**

- Retour de la croissance organique dans l'Exploitation : indexation favorable (+2,2%) mais ralentissement ponctuel de la partie travaux dans certains contrats, baisse des volumes (-1,5%) et érosion contractuelle en France. Bonne performance des opérations en Europe Centrale et Orientale et des contrats industriels aux Etats-Unis.

- Technologies et Réseaux (-7,5% à périmètre et change constants) : achèvement de contrats Design & Build à l'international et effet climat défavorable en France mais rebond des prises de commandes, en hausse de 32% à 3,3 Mds€.

- **Propreté : 8 076 M€ en repli de -1,5% à périmètre et change constants, mais stabilité au deuxième semestre en dépit d'un effet de base défavorable au T4**

- Amélioration des effets prix des matières recyclées au deuxième semestre, même s'ils demeurent en baisse sur l'année complète. Volumes toujours en recul.

- Effet volumes / niveau d'activité de -1,1% sur l'exercice.

- **Services à l'Energie : 3 756 M€, -1,1% à périmètre et change constants**

- Hausse des prix des énergies et effet climat favorable absorbée par l'arrêt des cogénérations gaz en France.

- **Capacité d'autofinancement opérationnelle de 1 796M€ contre 1 919 M€ au 31 décembre 2012 retraité en baisse de 2,4% à change constant hors charge de restructuration et en amélioration sur la fin de l'exercice.**

- Eau : en progression de 1,1% à change constant dans l'Exploitation. Retrait dans l'activité Technologies et Réseaux dû à la dégradation de la marge sur le contrat de Hong Kong et à la baisse de l'activité. Au total la capacité d'autofinancement décroît légèrement à -1,6% à change constant.

- Propreté : baisse de 4,6% à change constant dont -1,5 % lié aux évolutions de périmètre et -2,0% dû à la baisse des prix et des volumes des matières recyclées. Stabilisation depuis le deuxième trimestre.

- Energie : Baisse de 5,9% à change constant liée à l'arrêt des cogénérations au gaz en France.

- **Forte progression du résultat opérationnel récurrent : 922 M€ contre 798 M€ au 31 décembre 2012 retraité, soit +16,9 % à change constant.**

- Bonne contribution des co-entreprises et entreprises associées, principalement grâce à Dalkia International, intégrant en 2012, un effet net de 65 M€ des dépréciations de créances et de charges à payer en Italie.

- Effet favorable du Plan de réduction de coûts, net des coûts de mise en œuvre

- Effet positif de la fermeture du régime de retraite spécifique des cadres dirigeants.

⁴ Voir définitions page 20 du communiqué de presse

- **Résultat net récurrent part du groupe : 223 M€ contre 58 M€ au 31 décembre 2012 retraité**
 - Le résultat net récurrent part du groupe bénéficie de la forte hausse du résultat opérationnel récurrent.
 - Le résultat net part du groupe s'établit à -135 M€ contre 404 M€ en 2012, du fait de la dépréciation du goodwill de la Propreté en Allemagne, à hauteur de 150 M€, des charges de restructuration pour 141 M€ dont les plans de départs de VE SA et de l'Eau en France et des coûts de rachats anticipés d'emprunts obligataires pour 73 M€. L'activité Transport a une contribution de -51 M€, essentiellement due à la SNCM. Au 31 décembre 2012 retraité, le résultat net part du groupe comprenait les plus-values de cession de l'activité Eau régulée au Royaume-Uni et des déchets Solides aux Etats-Unis pour respectivement 233,3 M€ et 208,4 M€.

- **Le recentrage du Groupe s'est poursuivi à un rythme soutenu en 2013**
 - 1 253 M€ de cessions d'actifs, dont la participation de 25% dans les Eaux de Berlin
 - La sortie progressive de Transdev n'a pu se concrétiser du fait de la situation de la SNCM. Veolia et la Caisse des Dépôts ont par ailleurs chacun converti 280 M€ de prêts au bénéfice de leur filiale.

- **Endettement financier net en forte baisse : 8,2 Mds€ au 31 décembre 2013 contre 10,8 Mds€ au 31 décembre 2012 retraité.** L'endettement financier net ajusté s'établit à 5,5 Mds€ contre 7,8 Mds€ au 31 décembre 2012 retraité.

- **Dividende de 0,70€ au titre de l'exercice 2013 ainsi que pour l'exercice 2014.** Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 24 avril 2014 le versement d'un dividende de 0,70€ par action au titre de l'exercice 2013, payable en numéraire ou en actions Veolia Environnement. Les actions nouvelles seront émises à un prix égal à 95% de la moyenne des premiers cours cotés sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée Générale diminuée du montant du dividende. La date de négociation ex-dividende est fixée au 30 avril 2014. La période d'option durant laquelle les actionnaires pourront opter pour un paiement des dividendes en espèces ou en actions commencera le 30 avril et s'achèvera le 16 mai 2014. Les dividendes 2013 seront versés en actions ou en espèces, selon le cas, à partir du 28 mai 2014.

Avertissement important

Veolia Environnement est une société cotée au NYSE et à Euronext Paris et le présent document de presse contient des « déclarations prospectives » (*forward-looking statements*) au sens des dispositions du U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont hors de notre contrôle, et notamment : les risques liés au développement des activités de Veolia Environnement dans des secteurs très concurrentiels qui nécessitent d'importantes ressources humaines et financières, le risque que des changements dans le prix de l'énergie et le niveau des taxes puissent réduire les bénéfices de Veolia Environnement, le risque que les autorités publiques puissent résilier ou modifier certains des contrats conclus avec Veolia Environnement, le risque que les acquisitions ne produisent pas les bénéfices que Veolia Environnement espère réaliser, les risques liés aux termes et conditions figurant habituellement dans les accords de cession, le risque que le respect des lois environnementales puisse devenir encore plus coûteux à l'avenir, le risque que des fluctuations des taux de change aient une influence négative sur la situation financière de Veolia Environnement telle que reflétée dans ses états financiers avec pour résultat une baisse du cours des actions de Veolia Environnement, le risque que Veolia Environnement puisse voir sa responsabilité environnementale engagée en raison de ses activités passées, présentes et futures, de même que les risques décrits dans les documents déposés par Veolia Environnement auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission. Veolia Environnement n'a pas l'obligation ni ne prend l'engagement de mettre à jour ou réviser les déclarations prospectives. Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières peuvent obtenir gratuitement auprès de Veolia Environnement copie des documents enregistrés par Veolia Environnement auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission.

Contacts

Relations Presse

Laurent Obadia – Sandrine Guendoul
+ 33 (0)1 71 75 12 5

Relations Investisseurs et Analystes

Ronald Wasylec +33 (0)1 71 75 12 23
Ariane de Lamaze +33 (0)1 71 75 06 00
Terri Anne Powers (USA) +1 312 552 2890

RESULTATS AU 31 DECEMBRE 2013⁵

Dans un contexte économique encore incertain, le Groupe a mis en œuvre la deuxième année de son plan de transformation au travers :

- d'une nouvelle organisation géographique mise en place à compter de juillet 2013 ;
- du programme de réduction de coûts ;
- de la poursuite du recentrage et des cessions d'actifs et ;
- de la baisse de l'endettement financier net.

- **Plan de transformation de l'organisation et réduction des coûts**

Le 8 juillet 2013, dans le cadre de la transformation de Veolia Environnement, la nouvelle organisation du Groupe a été annoncée. Elle s'inscrit pleinement dans la stratégie mise en œuvre depuis deux ans, visant à faire de Veolia Environnement « l'Industriel de l'Environnement » grâce à son expertise des problématiques environnementales d'ampleur dans l'Eau, la Propreté et les Services à l'Energie.

Cette nouvelle organisation repose sur deux avancées majeures : l'intégration des activités Eau et Propreté par pays sous l'autorité d'un dirigeant unique et la création de deux nouvelles directions fonctionnelles, l'une dédiée à l'Innovation et aux Marchés, l'autre à la Technique et la Performance.

A l'exception des activités intégrées mondialement, les activités sont désormais intégrées au sein de chaque pays, avec des directeurs pays en charge conjointement des activités Eau et Propreté. Le pilotage intégré et direct du Groupe, assuré par le Directeur des Opérations, est organisé en regroupements de pays, ces derniers représentant l'échelon primaire d'allocation des ressources.

Dalkia International, filiale de Veolia Environnement et EDF conserve son organisation actuelle mais a vocation à intégrer le même schéma organisationnel à terme.

Une organisation spécifique regroupe les entreprises de spécialité mondiale, dont les marchés sont largement globalisés.

La composition du Comité de Direction et du Comité Exécutif de Veolia Environnement a été revue pour mieux refléter cette organisation géographique, et privilégier le développement de synergies par pays.

L'annonce de la réorganisation de la structure du Groupe ne modifie, ni les modalités de suivi de la performance, ni l'allocation des ressources pour l'année en cours et n'a donc pas d'impact sur la présentation de l'information sectorielle en 2013.

La mise en œuvre de la réorganisation du Groupe conduira ce dernier à adapter, à compter de 2014, les données communiquées au titre de l'information sectorielle pour refléter les performances du Groupe telles que revues par le principal décisionnaire opérationnel.

Par ailleurs, au-delà du plan annuel de productivité opérationnelle, l'objectif de réductions de coûts nets (Convergence) a été porté en mai 2013 de 470 millions d'euros à 750 millions d'euros à horizon 2015 par rapport à 2011. Cette augmentation de 280 millions d'euros se décline de la façon suivante : 70 millions d'euros au titre du renforcement des efforts de mutualisation et rationalisation des systèmes d'information, 100 millions d'euros au titre des achats et 110 millions d'euros à travers des projets d'efficacité dans les métiers et les sièges.

Le plan de réduction de coûts du Groupe (Convergence) a permis de générer 178 millions d'euros d'économies nettes cumulées au 31 décembre 2013 en résultat opérationnel (avant application des IFRS 10 et 11) sur un objectif de 170 millions d'euros nets des coûts de mise en œuvre. Post application des IFRS 10-11, les économies cumulées s'élèvent à environ 140 millions d'euros.

- **Restructuration actionnariale de l'activité Services à l'Energie**

Le 28 octobre 2013, EDF et Veolia Environnement ont annoncé être entrés en discussions avancées en vue de la conclusion d'un accord au sujet de leur filiale commune Dalkia. Les Conseils d'Administration des deux groupes se sont réunis et ont approuvé la poursuite des négociations.

Au terme des discussions en cours, EDF reprendrait l'intégralité des activités du groupe Dalkia en France tandis que les activités de Dalkia International seraient reprises par Veolia Environnement ; la cession des titres de Dalkia France à EDF et la cession des titres Dalkia International par EDF au Groupe étant indissociables l'une de l'autre dans l'opération envisagée. Dans ce cadre, Veolia Environnement verserait à EDF une soulte, afin de compenser le différentiel de valeur entre les participations détenues respectivement par les deux actionnaires dans les différentes entités du groupe Dalkia. Le montant de cette soulte, évalué à 550 millions d'euros, est susceptible d'être ajusté en

⁵ La clôture de l'exercice 2013 est marquée par l'application anticipée des normes IFRS 10, 11 et 12 à compter du 1^{er} janvier 2013. L'application de ces normes a un impact significatif sur la présentation des Etats financiers consolidés puisque les co-entreprises détenues par le Groupe, auparavant consolidées en intégration proportionnelle sont dorénavant mises en équivalence. Le Groupe a ainsi procédé à un retraitement des comptes au 31 décembre 2012. Par ailleurs pour assurer la comparabilité des exercices les comptes 2012 ont été retraités des cessions en cours ou réalisées : voir page 19 de ce communiqué de presse

fonction de la structuration définitive de l'opération et de la situation de trésorerie de Dalkia SAS, au 31 décembre 2013.

Au vu de l'avancée des différents processus nécessaires à la réalisation de l'opération (Instances représentatives du personnel, concurrence, détournages), l'opération devrait être finalisée au cours de l'année 2014.

Cette opération n'entraînera ni le départ du Groupe d'un pays, ni l'abandon d'un des métiers du Groupe, en particulier les Services à l'Energie.

En conséquence, au 31 décembre 2013, cette opération se traduit de la manière suivante dans les comptes consolidés du Groupe :

- Reclassement des actifs et passifs de Dalkia en France en « actifs et passifs classés comme détenus en vue de la vente » dans l'état de la situation financière consolidée, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5, pour un montant d'actif net de 1 529,1 millions d'euros ; ce montant inclut la dette externe de Dalkia France pour un montant de 203,8 millions d'euros ;
- Valorisation des actifs et passifs de Dalkia France à la valeur la plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur, nette des coûts nécessaires à la réalisation de la vente, sans impact sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2013.

Par ailleurs, jusqu'à la date de réalisation de l'opération, la participation du Groupe dans la co-entreprise Dalkia International reste comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

L'opération devrait être globalement neutre sur l'endettement financier net de Veolia Environnement qui fournit aujourd'hui l'essentiel du financement du groupe Dalkia.

A l'issue de l'opération, les activités de Dalkia à l'International seront détenues exclusivement par le Groupe et consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

L'opération sécurisera le développement des activités du groupe Dalkia à l'international, tout en confortant les ambitions de Veolia Environnement dans les services énergétiques. Elle mettra également un terme au contentieux qui oppose aujourd'hui EDF et Veolia Environnement devant le Tribunal de Commerce de Paris.

Une fois finalisé, le projet sera soumis à l'approbation des Conseils d'Administration d'EDF et de Veolia Environnement.

- **Acquisition de Proactiva Medio Ambiente**

Le 28 novembre 2013, Veolia a finalisé l'acquisition de la participation de 50% historiquement détenue par le groupe Fomento de Construcciones y Contratas (FCC) dans Proactiva Medio Ambiente. Cette transaction permet à Veolia Environnement de consolider ses positions en Amérique Latine dans la gestion des déchets et du traitement des eaux et conforte ainsi sa stratégie de développement dans des zones à forte croissance.

Si l'acquisition avait eu lieu au 1^{er} janvier 2013, le PAO et le résultat opérationnel contributifs de Proactiva Medio Ambiente auraient été respectivement de 510,1 millions d'euros et 42,7 millions d'euros.

Ainsi, sur 2013, Proactiva Medio Ambiente a été consolidée selon la méthode de la mise en équivalence jusqu'à la date de prise de contrôle, puis en intégration globale à compter de cette date. Conformément aux dispositions d'IFRS 3R, cette opération s'est traduite par :

- la comptabilisation d'un résultat de 82,0 millions d'euros, correspondant à la mise à juste valeur de la quote-part de participation antérieurement détenue dans Proactiva Medio Ambiente ;
- la comptabilisation d'un goodwill provisoire de 193,0 millions d'euros ;
- Un investissement financier de 238 millions d'euros en valeur d'entreprise intégrant les 125 millions d'euros décaissés et 113 millions d'euros correspondant à l'entrée de la dette de Proactiva Medio Ambiente dans l'endettement financier net du Groupe.

- **Politique de recentrage des activités :**

Le Groupe continue la mise en œuvre de sa stratégie de recentrage notamment :

- la cession des activités européennes d'Eolfi réalisée le 28 février 2013, faisant suite au protocole d'accord signé avec Asah le 21 janvier 2013 pour une valeur de titres de 23,5 millions d'euros ;
- la cession le 21 juin 2013, à Beijing Enterprises Water Group, de sa filiale Eau au Portugal (Compagnie Générale des Eaux du Portugal – Consultadoria e Engenharia) pour une valeur d'entreprise de l'ordre de 91 millions d'euros ;
- l'introduction en bourse sur le marché d'Oman de 35% des parts de la société Sharqiyah Desalination Company (dont 19,25% détenues par le Groupe) le 13 juin 2013 qui a entraîné pour le Groupe la cession de 1 255 128 actions pour 2,7 millions d'euros. Suite à la mise sur le marché, cette entité est consolidée en mise en équivalence à partir du 30 juin 2013. L'impact sur l'endettement financier net du Groupe s'élève à 89 millions d'euros ;
- la déconsolidation de la quasi-totalité de son activité Propreté en Italie suite à l'homologation du « Concordato preventivo di gruppo (CPG) » le 17 juillet 2013. L'impact sur l'endettement financier net du Groupe est de 90 millions d'euros ;
- la cession de Marine Services Offshore le 29 août 2013 pour 23 millions d'euros en valeur d'entreprise, à Harkand Global Holdings Limited (fonds américain) ;

- la cession de sa participation de 24,95% dans Eaux de Berlin (BerlinWasser), pour un montant de 636,3 millions d'euros. Cette opération a été réalisée en date du 2 décembre 2013 ; et
- la cession de Regaz par Dalkia pour un montant de 46,5 millions d'euros, le 12 décembre 2013.

Au total les cessions s'élèvent à 1 253 millions d'euros au 31 décembre 2013

Transdev Group et SNCM

En 2013, les difficultés de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) n'ont pas permis le désengagement de Veolia Environnement de Transdev Group.

Le protocole d'accord signé en octobre 2012 par les deux actionnaires de Transdev Group, qui prévoyait un renforcement de la Caisse des dépôts et consignations à 60% du capital de Transdev Group et le transfert par Transdev Group à Veolia de sa participation de 66% de la SNCM est devenu caduc le 31 octobre 2013, date butoir prévue pour la signature d'un accord.

En conséquence, pour la publication des états financiers 2013, le Groupe a modifié la présentation comptable de sa participation dans Transdev Group, en la reclassant d'actifs classés comme détenus en vue de la vente (dans le cadre d'une activité non-poursuivie) à Participation dans des co-entreprises (activités poursuivies) comptabilisée par mise en équivalence. Conformément aux normes IFRS 5.28 et IAS 28.21, le Groupe a modifié rétrospectivement la présentation comptable de sa participation au 31 décembre 2012 et 2011. Eu égard à la volonté réaffirmée du Groupe de poursuivre son désengagement des activités Transport, la participation du Groupe dans Transdev Group ne se situe pas dans le prolongement des activités du Groupe au sens de la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables du 4 avril 2013.

La SNCM, quant à elle, reste comptabilisée indirectement par mise en équivalence via la comptabilisation de la co-entreprise Transdev Group. Dans le cadre de l'arrêté des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2013, le Groupe a apprécié son exposition nette dans l'entité SNCM résultant de sa détention indirecte.

En raison des contentieux en cours, le Groupe considère que la meilleure traduction comptable de son exposition au titre de sa détention indirecte dans la SNCM est de reconnaître les montants qui devraient être décaissés dans le scénario le plus probable, à savoir, une procédure collective appropriée avec plan de cession associé à une transaction :

- Dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2013, la valeur d'équivalence de Transdev Group, reflète la juste appréciation de l'exposition du Groupe au titre de sa détention indirecte dans la SNCM ;
- La création de Veolia Environnement vis-à-vis de la SNCM, d'un montant de 14 millions d'euros, a été intégralement provisionnée dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2013.

Dans ce scénario, les remboursements demandés par la Commission Européenne dans le cadre des contentieux au titre des opérations de privatisation (220 millions d'euros hors intérêts) et de compensations versées au titre du service dit complémentaire (220 millions d'euros hors intérêts représentant l'essentiel du montant de 300 millions d'euros mentionné au titre des risques de la SNCM dans notre rapport d'activité trimestriel du 30 septembre 2013) ne seraient pas effectués. Si ce scénario ne devait pas prévaloir, la Société procéderait à une nouvelle appréciation des impacts financiers.

S'agissant de Transdev Group (hors SNCM), le Groupe a procédé à une appréciation de sa valeur d'utilité dont les résultats ont confirmé la valeur comptable.

Financement de la co-entreprise Transdev Group

Afin de donner à Transdev Group la flexibilité financière nécessaire à son développement et dans l'objectif de renforcer son bilan, le 18 décembre 2013, Veolia Environnement SA et la Caisse des dépôts ont procédé à une augmentation de capital à hauteur de 560 millions d'euros (dont 280 millions d'euros souscrit par Veolia Environnement SA, par incorporation de créances). En conséquence le montant des prêts accordés à la co-entreprise Transdev Group s'élève à 622,0 millions d'euros, prêts dont l'échéance a été reportée d'un an (soit au 3 mars 2015).

ACTIVITE ET DEVELOPPEMENT COMMERCIAL⁶

Au 31 décembre 2013 (en millions d'euros)	Au 31 décembre 2012 Retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
22 314,8	23 238,9	-4,0%	-1,8%	-0,4%	-1,8%

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe, en recul de -1,8% à périmètre et change constants (-4,0% à change courant), s'établit à 22 314,8 millions d'euros contre 23 238,9 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité.

En courant, l'évolution du chiffre d'affaires est la suivante : -3,9% au premier trimestre, à -2,6% au second trimestre, à -5,5% au troisième trimestre et à -4,0% au quatrième trimestre.

⁶ Voir définitions page 20 du communiqué de presse

L'effet périmètre du chiffre d'affaires au 31 décembre 2013 est négatif à hauteur de -95,5 millions d'euros dont notamment :

- dans la Division Propreté -108,2 millions d'euros, résultant principalement des cessions des activités en Suisse, aux Pays-Baltes, d'Energonut en Italie, et de Pinellas en 2012 ainsi que de la cession de Marine Services Offshore aux Etats-Unis en août 2013 ;
- +38,8 millions d'euros liés à l'acquisition de la participation de 50% du groupe Fomento de Construcciones y Contratas (FCC) dans Proactiva Medio Ambiente à compter du 28 novembre 2013.

Toutefois à périmètre et change constants, le chiffre d'affaires démontre une bonne résistance et ressort à -3,0% au premier trimestre, à -1,0% au second trimestre, à -1,5% au troisième trimestre et au quatrième trimestre pour s'établir à -1,8% en cumul au 31 décembre 2013.

Ce recul peut s'analyser comme suit :

- dans la Division Eau par la baisse de l'activité Travaux, par l'érosion contractuelle en France, partiellement compensés par l'effet favorable des hausses de tarifs liées à l'indexation en France et en Europe Centrale et Orientale et par le ralentissement des activités de Technologies et Réseaux ;
- dans la Division Propreté, par un contexte macro-économique difficile se traduisant, d'une part, par une baisse des prix et des volumes des matières premières recyclées, et d'autre part par une baisse du niveau d'activité en Europe (principalement en France et en Allemagne) ;
- dans la Division des Services à l'Energie, par l'arrêt programmé des cogénérations Gaz compensé partiellement par l'effet favorable du prix des énergies par rapport au 31 décembre 2012 retraité et un effet favorable des conditions climatiques.

Le quatrième trimestre 2013 ressort en retrait de -4,0% en courant par rapport au quatrième trimestre 2012. A change et périmètre constants, le chiffre d'affaires recule de -1,5% au quatrième trimestre 2013 du fait notamment des moins bonnes performances en Australie dans la Propreté qui avait connu un regain d'activité au dernier trimestre 2012, et dans la Division des Services à l'Energie d'un climat moins favorable en France d'une part et de l'impact de l'arrêt programmé des Cogénérations Gaz d'autre part.

La part du chiffre d'affaires réalisée à l'international atteint 11 011,2 millions d'euros à fin décembre 2013, soit 49,3% du total ce qui reste stable par rapport à 50,0% au 31 décembre 2012 retraité.

L'effet change, quant à lui, est de -416,6 millions d'euros et reflète essentiellement l'appréciation de l'euro par rapport au dollar australien (-100,3 millions d'euros), à la livre sterling (-88,4 millions d'euros), au yen japonais (-85,8 millions d'euros), au dollar américain (-56,4 millions d'euros) et à la couronne tchèque (-20,9 millions d'euros).

Développement commercial

Depuis le 1^{er} janvier 2013, le Groupe a enregistré de nouveaux succès commerciaux dont :

- Le 31 janvier 2013, l'attribution par la ville de Rialto et sa société concessionnaire Rialto Water services à Veolia Water North America, filiale de Veolia Eau, de la gestion des réseaux de distribution d'eau et d'assainissement. Ce contrat de 30 ans, devrait générer un chiffre d'affaires cumulé estimé à USD300 millions (soit environ 226 millions d'euros au taux moyen 2013.)
- Le gain par Veolia ES Singapore filiale de Veolia Propreté du contrat de collecte et gestion des déchets ménagers et recyclables dans le quartier de Clementi Bukit Merah à Singapour. Ce contrat d'une durée de 7 ans et demi devrait générer un chiffre d'affaires cumulé estimé à 220 millions de dollars de Singapour (soit environ 132 millions d'euros au taux moyen 2013).
- Le 15 avril 2013 Veolia Eau s'est vu confier par QGC, filiale à 100% de BG Group, un contrat de gestion sur 20 ans de ses trois installations de traitement des eaux issues de la production de gaz de charbon situées dans le bassin de Surat, à l'est de l'Australie dans le Queensland. Ce contrat qui devrait générer un chiffre d'affaires cumulé estimé à 650 millions d'euros, prévoit une option d'extension de 5 ans à son terme.
- Dalkia a annoncé le 29 avril 2013, le renouvellement de son contrat de gestion des installations de production et distribution de chaleur au bénéfice du quartier de Petržalka de Bratislava. Ce nouveau contrat d'une durée de 20 ans devrait générer un chiffre d'affaires cumulé estimé à 1,1 milliard d'euros sur la période 2019-2039.
- Veolia Eau a remporté, le 15 mai 2013, un contrat de 130 millions d'euros pour la construction de trois unités de traitement des eaux brutes et eaux usées pour le Groupe papetier chilien CMPC.
- Première société britannique de gestion des services d'eau et de traitement des eaux usées, Thames Water a confié le 31 mai 2013 à un consortium composé de Veolia Eau, Costain et Atkins, une importante tranche de son programme de rénovation des installations de production d'eau potable et de traitement d'eaux usées de Londres et de la vallée de la Tamise. Le volume d'affaires dévolu à Veolia Eau pourrait s'élever jusqu'à 450 millions de livres (530 millions d'euros) sur une période allant de 2015 à 2020.
- Le 2 juillet 2013, Marafiq a confié à Veolia Eau la conception, la construction et l'exploitation de la plus grande usine de dessalement à ultrafiltration et osmose inverse d'Arabie Saoudite. Ce contrat représente un chiffre d'affaires de 310 millions de dollars (232 millions d'euros) pour la partie conception-construction et 92 millions de dollars (69 millions d'euros) pour son exploitation sur 10 ans, avec une option d'extension de 20 ans supplémentaires.

- Le 16 juillet 2013, MAF Dalkia remporte le contrat de gestion énergétique et technique des aéroports emblématiques d'Abu Dhabi. Ce contrat d'une durée de trois ans (PAO cumulé de 40 millions d'euros) comprend le pilotage énergétique ainsi que la gestion de l'ensemble des installations techniques et des systèmes de sécurité des 4 principaux aéroports d'ADAC.
- Le 11 septembre 2013, Veolia Eau et Vapor Procesos ont signé un contrat avec Codelco pour récupérer le cuivre contenu dans les bassins de décantation de la mine El Teniente, la plus grande mine au monde basée au sud de Santiago du Chili. Elle produit environ 400 000 tonnes de cuivre.
- Le 15 novembre, Dalkia a annoncé avoir finalisé avec le fond canadien Fengate Capital Management Ltd le financement de l'une des plus importantes centrale de biomasse au Canada. Dans le cadre de ce contrat de conception, financement, construction, gestion et maintenance (Design, Finance, Build, Operate, Maintain - DFBOM), Dalkia assurera la gestion industrielle et la maintenance des installations ainsi que les prestations d'approvisionnement et de préparation des résidus de bois. Ce contrat d'une durée de 30 ans devrait générer un chiffre d'affaires estimé à 600 millions d'euros.
- Le 12 décembre 2013, Veolia, via sa filiale Sidem, a remporté en partenariat avec Hyundai Heavy Industries le contrat EPC (Engineering, Purchasing, Construction) de construction de l'usine de dessalement d'eau de mer du complexe d'Az Zour North au Koweït. Hyundai sera chargée de la construction de la centrale électrique d'une capacité de 1 500 MW. La production d'électricité et d'eau de l'usine sera intégralement achetée par l'Etat koweïtien pendant 40 ans. Les travaux ont commencé fin 2013 et seront achevés fin 2016. Le chiffre d'affaires estimé s'élève à 320 millions d'euros.

PERFORMANCES OPERATIONNELLES⁷

L'évolution de la capacité d'autofinancement opérationnelle est la suivante :

(en millions d'euros)	CAFOP			
	31 décembre 2013	31 décembre 2012 retraité	Variation	
			change courant	change constant
Eau	833,1	853,6	-2,4%	-1,5%
Propreté	846,7	911,3	-7,1%	-4,6%
Services à l'Énergie	228,7	244,8	-6,6%	-5,9%
Autres	-112,2	-91,0	-23,3%	-23,3%
CAF opérationnelle	1 796,3	1 918,7	-6,4%	
CAF opérationnelle à change 2012	1 828,4	1 918,7		-4,7%
Taux de marge de CAFOP	8,0%	8,3%		

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 1 796,3 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 1 918,7 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité en retrait de -4,7% à change constant (-6,4% en courant).

La variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle sur l'exercice 2013 est affectée :

- dans la division Eau, par l'érosion contractuelle en France, la baisse de la profitabilité de l'activité en Allemagne liée à l'impact de la réduction des marges sur les énergies, et également par la dégradation du projet Hong Kongais de l'activité Technologies et Réseaux ;
- dans la Division Propreté, par le différentiel défavorable sur le prix des matières premières recyclées en France et en Allemagne dans une conjoncture économique qui demeure difficile en Europe ;
- dans la division des Services à l'Énergie par l'arrêt programmé en France des Cogénérations Gaz ;
- et enfin par l'évolution des charges de restructuration dont notamment l'impact du plan de départ volontaire de Veolia Environnement : elles s'établissent à 77,6 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 35,1 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité.

Hors charges de restructuration, la capacité d'autofinancement opérationnelle recule de -4,1% en courant (-2,4% à change constant) à fin décembre 2013.

Elle bénéficie en revanche :

- de la contribution positive, nette des coûts de mise en œuvre, des plans d'économie ;
- du Crédit d'Impôt pour le Compétitivité et l'Emploi (CICE) compensé partiellement par l'augmentation du forfait social ;
- des hausses tarifaires en Europe Centrale et Orientale, ainsi que par la bonne tenue des contrats industriels aux Etats-Unis dans la Division Eau ;
- et du retournement des difficultés opérationnelles et des coûts de restructurations afférents dans la Division Propreté.

⁷ Voir définitions page 20 du communiqué de presse

L'effet de change est limité à -32,1 millions d'euros sur la capacité d'autofinancement opérationnelle et concerne essentiellement la Division Propreté (livre sterling et dollar australien).

Le résultat opérationnel (avant quote-part des mises en équivalence) recule de -29,7% à change constant (-31,0% en courant) pour s'établir à 490,5 millions d'euros, sous l'effet notamment de :

- la variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle ;
- l'augmentation des dépréciations de Goodwill de 103,6 millions d'euros au 31 décembre 2013 par rapport au 31 décembre 2012 retraité. (Au 31 décembre 2013, les pertes de valeur sur Goodwill comprennent 168,0 millions d'euros de dépréciation du Goodwill de la Propreté en Allemagne et en Pologne. Au 31 décembre 2012 retraité, elles concernaient la dépréciation des Goodwill pour le Royaume-Uni non régulé dans l'Eau et Veolia Propreté Estonie et Lituanie) ; et
- la comptabilisation au 31 décembre 2013 des charges de restructuration en lien avec le plan de départ volontaire de la Division Eau en France (à hauteur de 97 millions d'euros).

Le résultat opérationnel après quote-part de résultat net des co-entreprises et des entreprises associées est en recul de -2,7% à change constant (-4,3% à change courant) pour s'établir à 669,2 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 699,4 au 31 décembre 2012 retraité. Il intègre la quote-part de résultat net des co-entreprises et des entreprises associées pour un montant de 178,7 millions d'euros contre -11,9 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité.

Le résultat opérationnel récurrent intègre la quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées pour un montant de 122,2 millions d'euros contre 3,7 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité. Cette évolution est principalement liée aux pertes de valeur des créances et des charges à payer en Italie constatées au 31 décembre 2012 pour 65,1 millions d'euros (soit 81,5 millions d'euros avant impôts).

L'évolution du résultat opérationnel récurrent se détaille comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Résultat opérationnel récurrent⁸			
	31 décembre 2013	31 décembre 2012 retraité	Variation (en %)	Variation change constant (en %)
Eau	438,2	475,5	-7,8%	-7,6%
Propreté	373,2	328,4	13,6%	16,4%
Services à l'Energie	202,8	121,2	67,5%	68,0%
Autres	-92,3	-127,0	27,4%	27,4%
Total	921,9	798,1	15,5%	
Total à change 2012	932,9	798,1		16,9%

Le résultat opérationnel récurrent⁸ est en progression pour s'établir à 921,9 millions d'euros (16,9% à change constant et 15,5% en courant par rapport au 31 décembre 2012 retraité). Il est en nette progression grâce :

- chez Veolia Environnement SA, à l'impact positif de la fermeture en 2013 du régime de retraite à prestations définies des hauts cadres dirigeants pour 40,3 millions d'euros ;
- dans l'activité Services à l'Energie, aux pertes de valeur des créances et des charges à payer en Italie constatées au 31 décembre 2012 pour 65,1 millions d'euros (81,5 millions d'euros avant impôts) dans la quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises ; et
- dans la Division Propreté, à l'impact positif de la déconsolidation des activités en Italie, partiellement compensé par la dépréciation d'actifs sur un site industriel au Canada et dans les décharges au Royaume-Uni.

Le coût de l'endettement financier net est de -576,2 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre -644,2 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité.

La baisse du coût de l'endettement financier net entre 2013 et 2012 s'explique principalement par :

- la diminution des charges liées aux rachats partiels de dettes obligataires réalisés au cours de l'année 2012 et 2013 ;
- aux remboursements de la souche obligataire de maturité mai 2013 pour 432 millions d'euros (4,875%), de la souche obligataire dollar de maturité juin 2013 pour 490 millions de dollars (5,25%) et ;
- le remboursement du tirage en zlotys polonais sur le crédit syndiqué multidevises en avril 2013 pour 390 millions d'euros équivalents.

Il inclut une charge non récurrente de 73,1 millions d'euros liée aux rachats de souches obligataires réalisés sur 2013 en lien avec le programme de recentrage du Groupe.

⁸ Après quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées

Au 31 décembre 2013, la charge d'impôt s'établit à 128,3 millions d'euros.

Le taux d'impôt apparent s'élève à -269,0% compte tenu notamment des dépréciations d'actifs non fiscalisées et de la non reconnaissance d'impôt différé actif dans certains pays et groupes fiscaux au vu de leurs plans d'affaires respectifs. Ainsi, en France, le groupe fiscal Veolia Environnement a limité au 31 décembre 2013, et à l'identique des exercices 2011 et 2012, la reconnaissance des impôts différés actifs au montant des impôts différés passifs, compte tenu du planning fiscal à 5 ans.

Au 31 décembre 2013, le taux retraité des éléments considérés comme ponctuels s'élève à 74,8% (contre 52,0% au 31 décembre 2012 retraité). Ces éléments sont principalement constitués :

- du résultat non récurrent des entreprises contrôlées (tel que précisé ci-dessous),
- des plus et moins-values de cessions,
- des dépréciations d'actifs corporels et incorporels ainsi que des provisions pour perte à terminaison,
- des impacts de changements de taux d'impôt, notamment au Royaume-Uni.

Enfin, le taux d'impôt retraité des éléments non récurrents du résultat avant impôt des entités contrôlées s'affiche à 40,7% (contre 43,0% au 31 décembre 2012 retraité) ; ces principaux éléments non récurrents sont :

- les dépréciations de goodwill à hauteur de -168,4 millions d'euros,
- les charges de restructuration pour -140,8 millions d'euros,
- les éléments non récurrents du résultat financier à hauteur de -87,4 millions d'euros.

Les autres entités mises en équivalence concernent uniquement Transdev Group. La quote-part de résultat net des entités mises en équivalence dont l'activité ne se situe pas dans le prolongement des activités du Groupe est présentée en élément non récurrent du résultat net.

Les indicateurs clés opérationnels de Transdev Group à 100% au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 retraité, sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Transdev Group au 31 décembre 2013 ^(*)	Transdev Group au 31 décembre 2012 retraité ^(*)
Produit des activités ordinaires	6 606,1	6 797,2
Capacité d'autofinancement opérationnelle	341,8	297,3
Résultat opérationnel ^(**)	38,6	-291,1

^(*) après application des normes IFRS 10, 11 et 12

^(**) y compris QP de résultat net des co-entreprises et des entreprises associées

A périmètre et change constants, Transdev Group présente un produit des activités ordinaires en léger recul (-1,0%).

L'arrêt des contrats urbains de Nice et Cannes en France, Friesland et ZHN au Pays-Bas est partiellement compensé par une activité en croissance à l'international, et principalement en Australie avec le nouveau contrat de Sydney ferries et la franchise de bus de Melbourne.

Dans un environnement toujours incertain, la capacité d'autofinancement opérationnelle de Transdev Group s'améliore de 13,1% à périmètre et change constants. Cette tendance positive s'explique, en France par l'amélioration des performances opérationnelles, la réalisation d'économies avec les plans engagés ainsi que la contribution nette du Crédit Impôt Compétitivité Emploi, et, pour la plupart des autres pays, par les premiers résultats des plans d'action mis en place, ainsi que par une baisse des coûts de structure qui reflète déjà les effets des mesures engagées en 2012.

Le résultat opérationnel au 31 décembre 2013 enregistre des pertes de valeurs sur goodwill et actifs non courants en baisse de 278 millions d'euros par rapport à 2012 qui avait été marqué par d'importantes dépréciations aux Pays-Bas, et bénéficie de l'amélioration de la capacité d'autofinancement.

Le résultat net de Transdev Group au 31 décembre 2013 s'élève à -140,5 millions d'euros.

La quote-part de résultat net de Transdev Group consolidé en mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe s'élève à -51,5 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre -45,3 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité et reflète la juste appréciation de l'exposition du Groupe au titre de sa détention dans la SNCM.

Le résultat net des activités non poursuivies ressort à 27,3 millions d'euros contre 431,8 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité. Il comprenait au 31 décembre 2012 retraité les plus-values de cession de l'activité Eau régulée au Royaume-Uni et des déchets Solides aux Etats-Unis pour respectivement 233,3 millions d'euros et 208,4 millions d'euros. Le résultat net de ces activités au 31 décembre 2013 est principalement lié à l'activité Eau au Maroc en cours de cession et à la participation dans les « Eaux de Berlin » cédées début décembre 2013. .

La part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle représente 113,8 millions d'euros au 31 décembre 2013, contre 35,6 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité.

Elle concerne notamment les actionnaires minoritaires de filiales dans l'Eau (68,9 millions d'euros), dans la Propreté (8,6 millions d'euros), dans les Services à l'Energie (36,0 millions d'euros) et dans les Autres Secteurs (0,3 millions d'euros).

L'augmentation du résultat des minoritaires s'explique principalement par la progression du résultat de Dalkia international en lien avec le retournement des pertes de valeur des créances et des charges à payer en Italie.

Le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est de -135,3 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 404,0 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité.

Le résultat net récurrent attribuable aux propriétaires de la société mère est de 223,2 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 58,5 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité.

Compte tenu du nombre moyen pondéré d'actions en circulation qui s'élève à 523,5 millions au 31 décembre 2013 (dilué et non dilué) et 509,0 millions au 31 décembre 2012 (dilué et non dilué), le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère (dilué et non dilué) par action ressort à -0,29 euro, contre 0,79 euro au 31 décembre 2012.

Le résultat net récurrent par action attribuable aux propriétaires de la société mère, y compris les coupons versés des titres super subordonnés, (dilué et non dilué) ressort à 0,39 euro au 31 décembre 2013 contre 0,11 euro au 31 décembre 2012 retraité.

CASH FLOWS⁹

La capacité d'autofinancement totale s'élève à 1 970,4 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 2 173,1 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité dont 1 796,3 millions d'euros de capacité d'autofinancement opérationnelle (contre 1 918,7 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité), 88,5 millions d'euros de capacité d'autofinancement financière (contre 119,4 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité) et 85,8 millions d'euros de capacité d'autofinancement des activités non poursuivies (contre 135,2 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité).

La variation du Besoin en Fonds de roulement Opérationnel s'élève au 31 décembre 2013 à -4 millions d'euros par rapport à fin 2012 retraité, cette stabilité résulte principalement :

- des efforts de maîtrise des créances clients et du délai de règlement client, malgré un allongement, circonscrit à certaines activités / pays, des délais d'encaissement des créances clients relatives aux collectivités publiques ;
- des avances reçues fin décembre 2013 sur des nouveaux grands projets dans l'activité Technologies et Réseaux.

Le Groupe poursuit une politique d'investissement sélective tout en préservant les investissements industriels à caractère contractuel ou nécessaires à l'outil industriel.

Au 31 décembre 2013, les investissements bruts sont en retrait de près de 35% par rapport au 31 décembre 2012 retraité, du fait d'une baisse des investissements industriels et financiers :

Les investissements industriels y compris ceux financés par contrat de location financière ressortent à 1 245 millions d'euros contre 1 708 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité. Cette diminution de près de 27% reflète la maîtrise des investissements notamment :

- dans la Division Eau avec une diminution des investissements de croissance et de maintenance de 19% principalement en France,
- dans la Division Propreté avec une diminution des investissements industriels de 18% (principalement les investissements de maintenance) liée notamment à la cession des activités Déchets Solides aux Etats-Unis en 2012,
- dans les Services à l'Energie dont les investissements industriels diminuent de 23% (principalement les investissements de croissance en France)
- enfin dans les autres secteurs opérationnels la diminution concerne le projet de construction d'un champ éolien aux Etats-Unis dans les énergies éoliennes pour 185 millions d'euros en 2012.

Les investissements financiers s'élèvent à 254 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 589 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité :

- A fin décembre 2013 l'acquisition de la participation de 50% du groupe Fomento de Construcciones y Contratas (FCC) dans Proactiva Medio Ambiente impacte les investissements financiers à hauteur de 238 millions d'euros dont 125 millions d'euros décaissés par le Groupe à la date de la signature et 113 millions d'euros correspondant à l'entrée de la dette de Proactiva dans l'endettement financier net du Groupe.
- Pour mémoire les investissements financiers réalisés sur l'année 2012 concernaient notamment l'acquisition de 49% des titres d'Azaliya pour 458 millions d'euros en valeur d'entreprise et le rachat de 6,9% de Veolia Voda en République Tchèque à la BERD pour 79 millions d'euros.

⁹ Voir définitions page 20 du communiqué de presse

- **Les opérations de recentrage** s'élèvent à 1 253 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 3 473 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité ; elles comprennent des cessions financières pour un total de 1 117 millions d'euros (voir ci-avant) et des cessions industrielles pour 120 millions d'euros dont 71 millions d'euros dans la division Eau et 42 millions d'euros dans la division Propreté.

Au 31 décembre 2013, le free cash flow (après paiement du dividende) s'élève à 2 168 millions d'euros contre 1 910 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité.

Le *free cash flow* au 31 décembre 2013 reflète notamment :

- le recul de la capacité d'autofinancement opérationnelle ;
- la relative stabilité du besoin en fonds de roulement à -4 millions d'euros ;
- l'émission début janvier 2013 de titres super subordonnés à durée indéterminée, y compris coupons versés, de 1 453,6 millions d'euros ;
- la maîtrise des investissements industriels (1 245 millions d'euros au 31 décembre 2013) en baisse de plus de 27% par rapport au 31 décembre 2012 retraité ;
- la poursuite du programme de recentrage qui a contribué au désendettement du Groupe à hauteur de 1 253 millions d'euros à fin décembre 2013. Pour mémoire, la mise en œuvre du programme de cession contribuait au désendettement du Groupe à hauteur de 3 473 millions d'euros sur l'exercice 2012 retraité.

L'endettement financier net s'élève à 8,2 milliards d'euros au 31 décembre 2013 contre 10,8 milliards d'euros au 31 décembre 2012 retraité.

L'endettement financier net Ajusté des prêts consentis aux co-entreprises évolue de 7,8 milliards d'euros au 31 décembre 2012 retraité pour s'établir à 5,5 milliards d'euros à fin décembre 2013. L'endettement financier net et l'endettement financier net Ajusté diminuent sous l'effet de la bonne tenue du cash flow opérationnel, de l'émission de titres super subordonnés et de la politique de recentrage du Groupe.

INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA

A compter du premier trimestre 2014, compte tenu de la réorganisation du Groupe, l'information sectorielle primaire sera présentée par géographie et s'organisera de la façon suivante :

- France,
- Europe, hors France
- Reste du monde
- Business mondiaux
- Autres

Ces données sont hors Dalkia France et incluent la contribution de Dalkia International à 100% sur 12 mois :

PAO en millions d'euros	31 décembre 2013 Pro-Forma	31 décembre 2012 Pro-Forma	Variation en courant (en %)
France,	5 672,7	5 857,1	-3,1%
Europe, hors France	7 670,2	7 841,5	-2,2%
Reste du monde	4 552,2	4 808,7	-5,3%
Business mondiaux	4 205,7	4 617,8	-8,9%
Autres	1 347,5	1 407,6	-4,3%
Total	23 448,3	24 532,7	-4,4%

CAFOP en millions d'euros	31 décembre 2013 Pro-Forma	31 décembre 2012 Pro-Forma	Variation en courant (en %)
France,	633,6	651,9	-2,8%
Europe, hors France	938,0	1 017,1	-7,8%
Reste du monde	421,8	401,0	5,2%
Business mondiaux	216,8	254,0	-14,6%
Autres	-123,4	-239,7	-48,5%
Total	2 086,8	2 084,3	0,1%

Investissements industriels <i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2013 Pro-Forma	31 décembre 2012 Pro-Forma	Variation en courant (en %)
France,	313,1	354,3	-11,6%
Europe, hors France	567,3	628,8	-9,8%
Reste du monde	335,9	515,5	-34,8%
Business mondiaux	121,4	148,8	-18,4%
Autres	121,4	319,2	-62,0%
Total	1 459,1	1 966,6	-25,8%

OBJECTIFS ET PERSPECTIVES

Pour l'exercice 2014¹⁰, au regard du bon déroulement du plan de transformation, Veolia Environnement a pour objectifs :

- Une croissance de son chiffre d'affaires ;
- Une croissance de l'ordre de 10% de sa capacité d'autofinancement opérationnelle ;
- Une croissance significative de son résultat opérationnel récurrent ;
- Une croissance significative de son résultat net récurrent part du groupe.
- Il sera proposé de verser un dividende de 0,70€ par action au titre de l'exercice 2014.

A partir de 2015, le Groupe vise, dans une conjoncture économique moyenne :

- Une croissance organique de son chiffre d'affaires de plus de 3% par an ;
- Une croissance de sa capacité d'autofinancement opérationnelle de plus de 5% par an ;
- Un leverage ratio Endettement Financier Net Ajusté / (Capacité d'autofinancement + remboursement des actifs financiers opérationnels) de l'ordre de 3x, à +/-5% ;
- Un taux de distribution en ligne avec la moyenne historique ;
- Des réductions de coûts de 750 millions d'euros d'impact net cumulé dont, en raison du traitement comptable des co-entreprises, 80% en résultat opérationnel récurrent.

¹⁰ A hypothèses de change actuelles

ANNEXES^{11/12}

RESULTATS PAR SECTEUR OPERATIONNEL

EAU

CHIFFRE D'AFFAIRES

Au 31 décembre 2013 (en millions d'euros)	Au 31 décembre 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
10 221,9	10 696,2	-4,4%	-2,2%	-0,3%	-1,9%

Le chiffre d'affaires de la Division Eau est en recul de -2,2% à périmètre et change constants (-4,4% en courant), essentiellement expliqué par la baisse de l'activité travaux, l'érosion contractuelle en France partiellement compensées par l'effet favorable des hausses de tarifs liées à l'indexation en France et en Europe Centrale et Orientale et le ralentissement des activités de Technologies et Réseaux.

- Pour les activités Exploitation, le chiffre d'affaires est stable à +0,6% à périmètre et change constants (-1,6% en courant), et hors activités Travaux, en progression de l'ordre de +2,3% à périmètre et change constants (+0,1% en courant). La relative stabilité reflète des tendances contraires :

En **France**, le chiffre d'affaires baisse de -2,3% hors effet de périmètre (-2,7% en courant) en lien avec le ralentissement de l'activité Travaux, l'érosion contractuelle et la baisse des volumes vendus (-1,5% sur l'année 2013 par rapport à 2012) accentuée par les effets climatiques négatifs de 2013, malgré un effet favorable des indexations par rapport à 2012.

A l'**international**, le chiffre d'affaires, hors effets change et périmètre, est en hausse de 3,2% à change et périmètre constants et stable à -0,5% en courant. En Europe, l'activité est en hausse (5,0% à change et périmètre constants et 3,8% en courant) avec de bonnes performances en Roumanie et en République Tchèque liées aux hausses tarifaires, et à une évolution favorable des volumes et des prix en Allemagne. Au Royaume-Uni, l'activité est pénalisée par la fin de contrats de travaux. Le chiffre d'affaires en Asie-Pacifique recule de -1,4% à change et périmètre constants (-13,3% en courant) en raison de la baisse de l'activité Travaux en Corée et au Japon. Aux Etats-Unis, la progression de 5,3% à périmètre et change constants (2,0% en courant) bénéficie de la bonne tenue des contrats industriels.

- Les activités Technologies et Réseaux sont en fort retrait de -7,5% à périmètre et change constants (-9,8% en courant). L'activité est principalement affectée par l'achèvement de nombreux contrats en France et à l'international dans l'activité « Design and Build », ainsi qu'à la moindre contribution cette année du contrat de construction de l'usine d'incinération de boues à Hong Kong. L'activité de la SADE est affectée par les conditions climatiques défavorables en 2013 en France et en Belgique. Les prises de commande sont toutefois en hausse de 32% par rapport à décembre 2012 et s'élèvent à environ 3,3 milliards d'euros à fin 2013 principalement sur le marché industriel notamment dans les secteurs pétrolier et gazier, mais également avec une reprise sur le marché municipal en fin d'année.

¹¹ La clôture de l'exercice 2013 est marquée par l'application anticipée des normes IFRS 10, 11 et 12 à compter du 1^{er} janvier 2013. L'application de ces normes a un impact significatif sur la présentation des Etats financiers consolidés puisque les co-entreprises détenues par le Groupe, auparavant consolidées en intégration proportionnelle sont dorénavant mises en équivalence. Le Groupe a ainsi procédé à un retraitement des comptes au 31 décembre 2012. Par ailleurs pour assurer la comparabilité des exercices les comptes 2012 ont été retraités des cessions en cours ou réalisées : voir page 19 de ce communiqué de presse

¹² Voir définitions page 20 de ce communiqué de presse

PERFORMANCE OPERATIONNELLE

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012 retraité	Variation à change courant	Variation change constant
Capacité d'autofinancement opérationnelle	833,1	853,6	-2,4%	-1,6%
<i>Taux de marge CAFOP</i>	8,2%	8,0%		
Résultat opérationnel	290,2	386,9	-25,0%	-24,9%
<i>Taux de marge RESOP</i>	2,8%	3,6%		
Résultat opérationnel récurrent *	438,2	475,5	-7,8%	-7,6%

* y compris QP de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées.

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 833,1 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 853,6 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité, soit une baisse de -1,6% à change constant (-2,4% en courant).

Pour les activités d'exploitation, la capacité d'autofinancement opérationnelle progresse de 1,1% à change constant (0,5% en courant)

Elle bénéficie notamment de :

- l'impact net des plans de réductions des coûts,
- la bonne tenue des contrats industriels aux Etats-Unis,
- la non récurrence des pertes de valeur sur créances clients au Royaume-Uni et en Guadeloupe,
- des hausses tarifaires en Europe Centrale et Orientale.

Ces éléments sont partiellement compensés :

- par l'érosion contractuelle et la baisse des volumes en France,
- par la baisse de la profitabilité de nos activités allemandes du fait de l'évolution défavorable des marges sur l'énergie, et
- par la non récurrence de l'activité exceptionnelle enregistrée au Japon en 2012 suite au tremblement de terre.

La capacité d'autofinancement opérationnelle des activités Technologies et Réseaux est en fort recul en lien avec la dégradation de la marge sur le contrat d'incinération de boues à Hong Kong.

Le résultat opérationnel récurrent ressort à 438,2 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 475,5 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité, soit un retrait de -7,6% à change constant (-7,8% en courant). Outre la variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle, le résultat opérationnel récurrent est pénalisé par le différentiel de plus ou moins-values de cession.

Les dotations nettes aux amortissements s'élèvent à -491,2 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre -448,2 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité. Cette augmentation porte principalement sur la France en lien avec le projet de réorganisation et ses conséquences sur les systèmes d'informations.

Les dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles s'élèvent à -94,4 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre -5,8 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité. Au 31 décembre 2013, elles intègrent les charges de restructuration en lien avec le plan de départ volontaire de la Division Eau en France à hauteur de 97 millions d'euros (présenté en élément non récurrent du résultat opérationnel).

Ainsi, le taux de marge de résultat opérationnel (résultat opérationnel / produits des activités ordinaires) passe de 3,6% au 31 décembre 2012 retraité à 2,8% au 31 décembre 2013.

PROPRETE

CHIFFRE D'AFFAIRES

Au 31 décembre 2013 (en millions d'euros)	Au 31 décembre 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
8 075,5	8 512,0	-5,1%	-1,5%	-1,3%	-2,3%

La baisse du chiffre d'affaires de la Division Propreté de -1,5% à périmètre et change constants (-5,1% en courant) à fin décembre 2013 par rapport à fin décembre 2012 retraité est le reflet de la baisse du prix et des volumes des matières premières recyclées pour -1,5%, et de la baisse du niveau d'activité de -1,1%, principalement sur l'activité collecte municipale. Toutefois, la baisse des prix et des volumes de matières a ralenti sur le 2^{ème} semestre.

- Dans la Division Propreté l'effet périmètre du chiffre d'affaires au 31 décembre 2013 est négatif à hauteur de -108,2 millions d'euros, résultant principalement des cessions des activités en Suisse, aux Pays-Baltes, d'Energonut en Italie, et de Pinellas en 2012 ainsi que de la cession de Marine Services Offshore aux Etats-Unis en août 2013.
- En **France**, le chiffre d'affaires diminue de -2,7% en courant et à périmètre constant, sous l'effet combiné de l'évolution défavorable des volumes et des prix de matières (papiers et métaux), de la baisse du niveau d'activité notamment dans les collectes municipales et commerciales, et ce dans un contexte concurrentiel compétitif.
- A **l'international**, le chiffre d'affaires est en léger recul de -0,7% à périmètre et change constants (-6,7% en courant). Le chiffre d'affaires de l'Allemagne recule de -7,8% à périmètre constant et en courant sous l'effet combiné d'une baisse des prix et des volumes des matières et d'une évolution défavorable dans le secteur industriel. Le chiffre d'affaires du Royaume-Uni progresse de 3,1% à périmètre et change constants (-1,8% en courant) tiré par la progression des contrats intégrés (PFI). En Amérique du Nord (+1,5% à périmètre et change constant et -8,2% en courant), le chiffre d'affaires bénéficie de l'activité soutenue des déchets spéciaux et des secteurs industriels (pétrochimie et raffinage). En Australie, le chiffre d'affaires est en croissance de 1,1% à périmètre et change constants (-6,7% en courant) porté par la hausse des prix des prestations sur la collecte commerciale.

PERFORMANCE OPERATIONNELLE

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012 retraité	Variation à change courant	Variation à change constant
Capacité d'autofinancement opérationnelle	846,7	911,3	-7,1%	-4,6%
<i>Taux de marge CAFOP</i>	10,5%	10,7%		
Résultat opérationnel	156,6	267,1	-41,4%	-38,1%
<i>Taux de marge RESOP</i>	1,9%	3,1%		
Résultat opérationnel récurrent *	373,2	328,4	13,6%	16,4%

* y compris QP de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées.

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 846,7 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 911,3 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité, soit une diminution de -4,6% à change constant (-7,1% en courant).

Au 31 décembre 2013, la capacité d'autofinancement opérationnelle diminue sous l'effet :

- du contexte macro-économique difficile et du différentiel défavorable des prix des matières recyclées notamment en France et en Allemagne ;
- de la baisse du niveau d'activité notamment dans les collectes municipales et commerciales en France et en Allemagne et dans les services industriels en France ; et
- de l'inflation des coûts supérieure aux hausses de prix des prestations en France, au Royaume-Uni, et en Allemagne.

Ces éléments sont compensés par :

- l'impact net des plans de réductions des coûts ; et
- le retournement des difficultés opérationnelles et des charges de restructuration afférents dans la zone Afrique Moyen-Orient.

Le résultat opérationnel récurrent ressort ainsi à 373,2 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 328,4 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité, soit une progression de 16,4% à change constant (13,6% en courant).

La hausse du résultat opérationnel récurrent s'explique principalement par l'impact positif de la déconsolidation des activités italiennes, suite à l'homologation du « Concordato preventivo di gruppo (CPG) ».

Les dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles s'élevèrent à -6,9 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre une dotation nette de -65,8 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité, en lien essentiellement avec le retournement des dépréciations enregistrées sur l'activité Marine Services en 2012 dans le cadre de la mise à juste valeur liée au protocole de cession.

Les dotations nettes aux amortissements s'élevèrent à -587,3 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre -580,1 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité, augmentation qui concerne principalement le Royaume-Uni.

Ainsi, le taux de marge de résultat opérationnel (résultat opérationnel / produits des activités ordinaires) passe de 3,1% au 31 décembre 2012 retraité à 1,9% au 31 décembre 2013.

SERVICES A L'ENERGIE

CHIFFRE D'AFFAIRES

Suite à l'application des normes IFRS 10 et 11, le chiffre d'affaires des Services à l'Energie comprend :

- 100% du revenu des activités de Dalkia France, Dalkia International étant consolidé par mise en équivalence ;
- le revenu des activités américaines détenues à 100% par le Groupe.

Au 31 décembre 2013 (en millions d'euros)	Au 31 décembre 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
3 756,5	3 852,0	-2,5%	-1,1%	-1,2%	-0,2%

Le chiffre d'affaires est en léger retrait (-1,1% à périmètre et change constants et -2,5% en courant) sous l'effet de l'arrêt programmé en France des Cogénérations Gaz partiellement compensé par l'effet favorable d'une part du prix des énergies (de l'ordre de 55 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012 retraité) et d'autre part d'un effet climatique favorable sur la France, et ce dans un contexte commercial difficile.

- En **France**, le chiffre d'affaires est en retrait de -1,9% à périmètre constant (-3,2% en courant) sous l'effet de l'arrêt programmé en France des Cogénérations Gaz partiellement compensé par la hausse du prix des énergies combinée à un effet climatique favorable.
- Aux **Etats-Unis**, le chiffre d'affaires est en forte croissance de 10,9% à périmètre et change constants (7,3% en courant) grâce, d'une part, à un effet prix favorable du gaz, et d'autre part, à la hausse des volumes de vapeur vendus suite à un retour à des conditions climatiques rigoureuses comparé à l'hiver particulièrement doux de 2012.

PERFORMANCE OPERATIONNELLE

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012 retraité	Variation à change courant	Variation à change constant
Capacité d'autofinancement opérationnelle	228,7	244,8	-6,6%	-5,9%
Taux de marge CAFOP	6,1%	6,4%		
Résultat opérationnel	154,8	210,2	-26,3%	-25,9%
Taux de marge RESOP	4,1%	5,5%		
Résultat opérationnel récurrent *	202,8	121,2	67,5%	68,0%

* y compris QP de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées.

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 228,7 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 244,8 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraitée, soit une diminution de -5,9% à change constant et -6,6% en courant.

Le recul de la capacité d'autofinancement opérationnelle s'explique notamment par des éléments règlementaires défavorables ayant entraîné l'arrêt programmé des Cogénérations Gaz en France. L'impact net des plans de réductions de coûts ont permis d'absorber les conséquences de l'attrition du portefeuille commercial.

Le résultat opérationnel récurrent ressort à 202,8 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 121,2 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité. Il augmente sous l'effet de la contribution favorable des activités de Dalkia International consolidées par mises en équivalence et grâce notamment :

- au développement du réseau Chinois d'Harbin (en lien principalement avec les nouveaux raccordements) ;
- au redressement des résultats de l'Espagne et de l'Italie résultant de la restructuration réalisée ainsi qu'à la non récurrence des pertes de valeur des créances et des charges à payer en Italie qui avaient été constatées au 31 décembre 2012 pour 65,1 millions d'euros (soit 81,5 millions d'euros avant impôts).

Le résultat opérationnel est en retrait en raison :

- des dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles qui s'élèvent à -2,6 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 13,0 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité en lien avec le dénouement des litiges en 2012 ;
- du différentiel négatif de plus ou moins-values de cessions liées au recentrage du Groupe.

Par ailleurs, les dotations nettes aux amortissements s'élèvent à -89,9 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre -97,0 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité ;

Au global, le taux de marge de résultat opérationnel passe de 5,5% au 31 décembre 2012 retraité à 4,1% au 31 décembre 2013.

AUTRES

CHIFFRE D'AFFAIRES

Les activités Autres regroupent certains contrats de multiservices industriels ainsi que les différentes holdings du Groupe :

Au 31 décembre 2013 (en millions d'euros)	Au 31 décembre 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
260,9	178,7	46,0%	-4,2%	50,2%	0%

La croissance externe du secteur opérationnel « Autres » s'explique principalement par l'acquisition de la participation de 50% du groupe Fomento de Construcciones y Contratas (FCC) dans Proactiva Medio Ambiente ayant pour conséquence la consolidation en intégration globale de Proactiva à compter du 28 novembre 2013.

PERFORMANCE OPERATIONNELLE

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012 retraité	Variation à change courant	Variation à change constant
Capacité d'autofinancement opérationnelle	-112,2	-91,0	-23,3%	-23,3%
Taux de marge CAFOP	NA	NA		
Résultat opérationnel	-111,1	-152,9	27,3%	27,3%
Taux de marge RESOP	NA	NA		
Résultat opérationnel récurrent *	-92,3	-127,0	27,4%	27,4%

* y compris QP de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées.

La capacité d'autofinancement opérationnelle de ce secteur passe de -91 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité à -112,2 millions d'euros au 31 décembre 2013 soit une variation de -23,3% en courant et à change constant. Cette dégradation sur la période est due principalement à l'impact du plan de départ volontaire de Veolia Environnement.

Le résultat opérationnel récurrent ressort à -92,3 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre -127,0 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité, soit une variation de 27,4% en courant et à change constant). Outre la variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle, cette évolution est expliquée par la reprise de provisions retraites des hauts cadres dirigeants chez Veolia Environnement SA pour 40,3 millions d'euros, suite à la fermeture du régime de retraite à prestations définies des hauts cadres dirigeants.

Les dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles s'élèvent à 51,4 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre -10,5 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité en lien avec la reprise de provision sus-mentionnée.

Les dotations nettes aux amortissements s'élèvent à -51,3 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre -48,5 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité.

**RECONCILIATION DES DONNEES PUBLIEES AU 31 DECEMBRE 2012 AVEC LES DONNEES
RETRAITEES**

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2012 publié	retraitement IFRS5 ⁽¹⁾	retraitement IFRS 10 & 11	retraitement IAS 19r	31 décembre 2012 retraité
Chiffre d'affaires	29 439		-6 200		23 239
Capacité d'autofinancement opérationnelle	2 723		-804		1 919
Résultat opérationnel	1 095		-395	11	711
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence ⁽²⁾	1 095	-22	-384	10	699
Résultat opérationnel récurrent ⁽³⁾	1 194	-22	-384	10	798
Résultat net ⁽⁴⁾	394		8	2	404
Résultat net récurrent ⁽⁴⁾	60	-36	29	6	59
Investissements bruts	3 282		-629		2 653
Cash flow libre	3 673		-1 763		1 910
Endettement financier net	11 283		-461		10 822
Prêts consentis aux co-entreprises			+2 985		2 985
Endettement financier net ajusté	-	-	-		7 837

(1) Eaux de Berlin

(2) Y compris quote-part de résultat net des co-entreprises et entreprises associées au 31 décembre 2012 retraité

(3) Y compris quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises et entreprises associées au 31 décembre 2012 retraité

(4) Parts de propriétaires de la société Mère

DEFINITIONS COMPTABLES

- Indicateurs strictement comptables (« GAAP » : IFRS)

La capacité d'autofinancement totale telle qu'indiquée dans le tableau des flux de trésorerie est composée de trois éléments : la capacité d'autofinancement opérationnelle intégrant les charges et produits opérationnels encaissés et décaissés (« cash »), la capacité d'autofinancement financière incluant les éléments financiers cash des autres revenus et charges financiers, et la capacité d'autofinancement des activités non poursuivies intégrant les charges et produits opérationnels et financiers cash reclassés en résultat net des activités non poursuivies en application de la norme IFRS 5. La capacité d'autofinancement opérationnelle n'inclut pas la quote-part des sociétés mises en équivalence.

Le taux de marge RESOP est défini comme étant le ratio résultat opérationnel / produits des activités ordinaires des activités poursuivies.

Le coût de l'endettement financier net représente le coût de l'endettement financier brut, y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférent, diminué du résultat de la trésorerie nette.

Le résultat net des activités non poursuivies est l'ensemble des charges et produits nets d'impôt rattachés aux activités cédées ou en cours de cession, conformément à la norme IFRS 5.

- Indicateurs non strictement comptables (« non GAAP »)

Par ailleurs, le Groupe utilise pour ses besoins de gestion des agrégats à caractère non strictement comptable (« indicateurs non GAAP ») qui sont des indicateurs pertinents des performances opérationnelles et financières du Groupe ;

Les nouvelles normes IFRS 10, 11 et 12 ont modifié ou ont généré de nouveaux indicateurs décrits ci-dessous :

- Suite à l'application des nouvelles normes, les financements internes consentis aux co-entreprises ne sont pas déduits de l'Endettement financier net. Les financements internes non éliminés sont enregistrés au bilan en prêts et créances financières. Dans la mesure où ces prêts et créances ne sont pas considérés dans la définition du Groupe comme Trésorerie ou équivalent de Trésorerie et que ces partenariats ne génèrent plus de flux strictement opérationnels dans les comptes du Groupe, le Groupe utilise désormais en complément de l'Endettement financier net la notion d'Endettement financier net Ajusté. L'Endettement financier net Ajusté correspond ainsi à l'Endettement Financier Net diminué des prêts et créances aux co-entreprises ;
- Le résultat opérationnel récurrent correspond au résultat opérationnel après quote-part de résultat net récurrent des entités mises en équivalence, ajusté des pertes de valeur sur écarts d'acquisition, des écarts d'acquisitions négatifs constatés en résultat et de certains autres éléments définis comme non récurrents. Un élément comptable est non récurrent s'il n'a pas vocation à se répéter à chaque exercice et s'il modifie substantiellement l'économie d'une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie ;
- Le résultat net récurrent attribuable aux propriétaires de la société mère correspond au résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère ajustés des pertes de valeur sur écarts d'acquisition, de la quote-part de résultat net des autres entités mises en équivalence, des écarts d'acquisitions négatifs constatés en résultat et de certains autres éléments définis comme non récurrents. Un élément comptable est non récurrent s'il n'a pas vocation à se répéter à chaque exercice et s'il modifie substantiellement l'économie d'une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie ;

Les autres agrégats, non impactés par les nouvelles normes, se définissent comme suit :

- Le terme "croissance interne" (ou « à périmètre et change constant ») recouvre la croissance résultant :
 - o du développement d'un contrat existant, notamment du fait de la hausse des tarifs et/ou volumes distribués ou traités,
 - o des nouveaux contrats,
 - o des acquisitions d'actifs affectés à un contrat ou un projet particulier.
- Le terme "croissance externe" recouvre les acquisitions (intervenues sur l'exercice présent ainsi que celles ayant eu un effet partiel sur l'exercice passé), nettes de cessions, d'entités et/ou d'actifs utilisés sur différents marchés et/ou détenant un portefeuille de contrats multiples.
- Le terme "variation à change constant" recouvre la variation résultant de l'application des taux de change de la période précédente sur l'exercice actuel, toutes choses restant égales par ailleurs.
- L'endettement financier net (EFN) représente la dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie et hors réévaluation des dérivés de couverture de la dette ;
- Le taux de financement est défini comme étant le coût de l'endettement financier net hors variation de juste valeur des instruments non qualifiés de couverture rapporté à la moyenne de l'endettement financier net mensuel de la période, y compris coût de l'endettement financier des activités non poursuivies ;
- La marge de capacité d'autofinancement opérationnelle est définie comme étant le ratio capacité d'autofinancement opérationnelle/produits des activités ordinaires des activités poursuivies ;
- Le free cash flow ou cash flow libre correspond au cash généré (somme de la capacité d'autofinancement totale et du remboursement des actifs financiers opérationnels) net de la prise en compte de la partie cash des éléments suivants : (i) variation du BFR opérationnel, (ii) opérations sur capitaux propres (variations de capital, dividendes versés et reçus), (iii) investissements nets de cessions, (iv) variation des créances et autres actifs financiers, (v) intérêts financiers nets versés et (vi) impôts versés.
- Les investissements nets tels que pris en compte dans le tableau de variation d'EFN incluent les investissements industriels nets de cessions industrielles (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes de

cessions), les investissements financiers nets de cessions financières (acquisitions d'actifs financiers nettes de cessions et y compris l'endettement net des sociétés entrantes et sortantes), les acquisitions nettes de cessions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle, les nouveaux actifs financiers opérationnels, le remboursement des actifs financiers opérationnels. La notion d'investissements nets prend également en compte les augmentations de capital souscrites par les minoritaires. Le Groupe dissocie les investissements de croissance qui génèrent du cash-flow supplémentaire des investissements de maintenance qui correspondent aux investissements de renouvellement de matériels et d'installations exploitées par le Groupe.

- Le rendement des capitaux employés est défini par le rapport entre :
 - o le résultat des opérations net d'impôts et de la quote-part dans les résultats des entreprises associées sous déduction du résultat des opérations net d'impôts liés aux revenus des actifs financiers opérationnels (rémunération des actifs financiers opérationnels net d'impôts alloués à cette activité),
 - o les capitaux employés moyens de l'année,
 - o les capitaux employés excluent les actifs financiers opérationnels et le résultat des opérations exclut les revenus y afférents.

État de la situation financière consolidée actif

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2013	31 décembre 2012 retraité (1)	31 décembre 2011 retraité(1)	1er janvier 2011 retraité(1)
Goodwill	3 486,3	3 911,9	4 796,2	5 585,5
Actifs incorporels du domaine concédé	2 099,3	2 373,1	2 219,3	1 963,9
Autres actifs incorporels	719,3	926,3	1 014,9	1 206,7
Actifs corporels	4 160,5	4 706,3	6 497,4	8 109,6
Participations dans les co-entreprises	2 905,1	2 914,8	3 167,1	3 066,1
Participations dans les entreprises associées	385,0	477,7	360,8	371,1
Titres de participation non consolidés	40,5	47,0	65,4	71,2
Actifs financiers opérationnels non courants	1 698,1	2 215,9	2 091,5	2 209,2
Instruments dérivés non courants – Actif	258,3	280,0	745,0	621,6
Autres actifs financiers non courants	2 492,0	2 441,3	2 864,6	2 434,8
Impôts différés actifs	859,2	1 018,7	1 065,0	1 588,7
Actifs non courants	19 103,6	21 313,0	24 887,2	27 228,4
Stocks et travaux en cours	434,5	614,9	664,5	725,1
Créances d'exploitation	6 944,1	8 573,8	8 836,5	9 887,5
Actifs financiers opérationnels courants	97,9	167,0	165,2	187,9
Autres actifs financiers courants	628,0	1 488,6	978,9	290,1
Instruments dérivés courants – Actif	60,7	45,4	49,6	36,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 274,4	4 998,0	5 025,4	4 754,9
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	4 698,9	1 276,0	460,0	699,1
Actifs courants	17 138,5	17 163,7	16 180,1	16 580,7
TOTAL ACTIF	36 242,1	38 476,7	41 067,3	43 809,1

(1) Les normes sur la consolidation et la révision de la norme IAS 19 « Avantages au personnel » prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. En conséquence, les états financiers présentés au titre des exercices comparatifs ont été retraités.

En outre, conformément aux normes IFRS 5.28 et IAS 28.21, le Groupe a modifié rétrospectivement la présentation comptable de sa participation dans Transdev Group, qui est reclassée de « Titres classés comme détenus en vue de la vente » à « Participation dans des co-entreprises », comptabilisée par mise en équivalence.

État de la situation financière consolidée passif

	31 décembre 2013	31 décembre 2012 retraité (1)	31 décembre 2011 retraité (1)	1 ^{er} janvier 2011 retraité (1)
<i>(en millions d'euros)</i>				
Capital	2 744,4	2 610,4	2 598,2	2 495,6
Primes	7 851,1	8 466,3	9 796,2	9 514,9
Réserves et résultat part du Groupe	- 2 390,3	-3 970,5	-5 386,9	-4 211,0
Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	8 205,2	7 106,2	7 007,5	7 799,5
Total des capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	1 478,2	1 391,4	1 532,8	1 804,6
Capitaux propres	9 683,4	8 497,6	8 540,3	9 604,1
Provisions non courantes	1 698,1	1 792,9	1 793,8	2 041,0
Dettes financières non courantes	9 496,8	12 131,3	14 213,3	15 344,7
Instruments dérivés non courants – Passif	144,0	186,8	156,8	163,8
Impôts différés passifs	801,1	1 010,3	1 465,1	1 699,3
Passifs non courants	12 140,0	15 121,3	17 629,0	19 248,8
Dettes d'exploitation	7 929,9	9 562,8	9 897,8	11 188,1
Provisions courantes	439,7	466,7	533,6	634,7
Dettes financières courantes	2 912,8	3 606,1	3 753,2	2 370,5
Instruments dérivés courants – Passif	37,9	73,6	85,0	51,1
Trésorerie passive	216,1	252,7	390,5	339,6
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	2 882,3	895,9	237,9	372,2
Passifs courants	14 418,7	14 857,8	14 898,0	14 956,2
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES	36 242,1	38 476,7	41 067,3	43 809,1

(1) Les normes sur la consolidation et la révision de la norme IAS 19 « Avantages au personnel » prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. En conséquence, les états financiers présentés au titre des exercices comparatifs ont été retraités.

En outre, conformément aux normes IFRS 5.28 et IAS 28.21, le Groupe a modifié rétrospectivement la présentation comptable de sa participation dans Transdev Group, qui est reclassée de « Titres classés comme détenus en vue de la vente » à « Participation dans des co-entreprises », comptabilisée par mise en équivalence.

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Au 31 décembre		
	2013 ⁽¹⁾	2012 ⁽¹⁾⁽³⁾ retraité	2011 ⁽¹⁾⁽³⁾ retraité
Produit des activités ordinaires	22 314,8	23 238,9	22 482,4
dont revenus des actifs financiers opérationnels	175,9	184,4	188,4
Coûts des ventes	-18 959,9	-19 563,0	-18 881,3
Coûts commerciaux	-536,0	-532,9	-516,7
Coûts généraux et administratifs	-2 441,9	-2 537,0	-2 568,5
Autres charges et produits opérationnels	113,5	105,3	56,1
Résultat opérationnel	490,5	711,3	572,0
Quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence	178,7	-11,9	-136,5
Dont quote-part de résultat net des co-entreprises	160,3	-36,3	-110,6
Dont quote-part de résultat net des entreprises associées	18,4	24,4	-25,9
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence	669,2	699,4	435,5
Charges de l'endettement financier	-622,6	-716,0	-694,1
Produits de trésorerie et des équivalents de trésorerie	46,4	71,8	102,0
Autres revenus et charges financiers	38,0	50,8	53,5
Impôts sur le résultat	-128,3	-52,9	-439,1
Quote-part de résultat net des autres entités mises en équivalence	-51,5	-45,3	-470,9
Résultat net des activités poursuivies	-48,8	7,8	-1 013,1
Résultat net des activités non poursuivies	27,3	431,8	582,7
Résultat net	-21,5	439,6	-430,4
Part des propriétaires de la société mère	-135,3	404,0	-488,1
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-113,8	-35,6	-57,7
(en euros)			
RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE PAR ACTION⁽²⁾			
Dilué	-0,29	0,79	-0,99
Non dilué	-0,29	0,79	-0,99
RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DES ACTIVITES POURSUIVIES PAR ACTION⁽²⁾			
Dilué	-0,32	-0,15	-2,16
Non dilué	-0,32	-0,15	-2,16
RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DES ACTIVITES NON POURSUIVIES PAR ACTION⁽²⁾			
Dilué	0,03	0,94	1,17
Non dilué	0,03	0,94	1,17

(1) Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les comptes de résultat :

- des activités non poursuivies en cours de cession, soit l'activité Eau au Maroc, les activités d'éclairage public urbain à vocation mondiale (Citelum) ;
- des activités non poursuivies cédées soit : les activités d'énergie éoliennes européennes cédées en février 2013, la quote-part de résultat net de l'entreprise associée des Eaux de Berlin jusqu'au 2 décembre 2013 ; l'activité régulée au Royaume Uni, cédée en juin 2012, dans la Division Eau ; l'activité « déchets solides », cédée en novembre 2012, aux Etats-Unis dans la Division Propreté ; les activités d'énergies éoliennes américaines cédées en décembre 2012 ; les activités d'assistance liées à l'habitat (société Proxiserve) cédées en décembre 2011, les activités en Norvège de la Division Propreté cédées en mars 2011 ;

ont été présentées sur une ligne distincte « Résultat net des activités non poursuivies » aux 31 décembre 2013, 2012 et 2011. En outre, la contribution de Transdev Group a été reclassée en activités poursuivies sur les exercices 2013, 2012 et 2011.

(2) Au 31 décembre 2013, le nombre moyen pondéré d'actions s'établit à 523,5 millions (dilué et non dilué). Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté de l'exercice attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice. En application de la norme IAS 33.19 et 12, le résultat net part du Groupe ajusté prend en compte le coût du coupon attribuable aux porteurs de titres super subordonnés émis par Veolia Environnement.

(3) Les normes sur la consolidation et la révision de la norme IAS 19 révisée « Avantages au personnel » prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. En conséquence, les états financiers présentés au titre des exercices comparatifs ont été retraités.

État consolidé des flux de trésorerie

	Au 31 décembre		
	2013	2012 ⁽²⁾ retraité	2011 ⁽²⁾ retraité
<i>(en millions d'euros)</i>			
Résultat net	-21,5	439,6	-430,4
Amortissements, provisions et pertes de valeurs opérationnels	1 507,0	1 472,8	1 616,1
Amortissements et pertes de valeurs financiers	19,3	-4,1	-2,8
Plus ou moins-values de cessions et de dilution	-181,4	-710,1	-608,0
Quote-part de résultat net des co-entreprises	-109,3	60,1	572,1
Quote-part de résultat net des entreprises associées	-28,0	-29,0	24,7
Dividendes reçus	-3,1	-3,3	-2,8
Coût de l'endettement financier net	599,6	680,1	632,2
Impôts	133,8	151,1	471,0
Autres éléments	54,0	115,9	75,3
Capacité d'autofinancement	1 970,4	2 173,1	2 347,4
Variation du besoin en fonds de roulement opérationnel	-4,3	31,4	-224,1
Impôts versés	-203,1	-226,2	-240,5
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	1 763,0	1 978,3	1 882,8
Dont flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités non poursuivies ⁽¹⁾	65,9	160,7	132,8
Investissements industriels	-1 226,9	-1 680,7	-1 567,3
Cessions d'actifs industriels	120,2	94,1	117,0
Investissements financiers	-79,8	-123,0	-107,1
Cessions d'actifs financiers (*)	807,1	2 827,2	1 784,8
Actifs financiers opérationnels			
Nouveaux actifs financiers opérationnels	-224,2	-249,5	-182,5
Remboursements d'actifs financiers opérationnels	202,1	181,0	232,2
Dividendes reçus (incluant les dividendes reçus des co-entreprises et des entreprises associées)	115,2	123,3	135,7
Créances financières non courantes décaissées	-698,3	-141,1	-1 089,2
Créances financières non courantes remboursées	307,3	26,6	100,4
Variation des créances financières courantes	345,7	-19,5	-260,1
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-331,6	1 038,4	-836,1
Dont flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies ⁽¹⁾	610,9	2 413,2	205,6
Variation des dettes financières courantes	-1 389,0	-1 027,0	-4,0
Nouveaux emprunts et autres dettes non courantes	164,0	1 065,6	502,6
Remboursements d'emprunts et autres dettes non courantes	-1 577,1	-1 593,7	-261,5
Augmentation de capital	13,2	9,1	-2,8
Réduction de capital	-	-	-
Transactions entre actionnaires : acquisitions partielles	-15,3	-106,8	-44,9
Transactions entre actionnaires : cessions partielles	2,7	-2,2	0,1
Emission de titres super subordonnés	1 470,2	-	-
Coupons sur les titres super subordonnés	-16,6	-	-
Mouvements sur actions propres	-	-	2,2
Dividendes versés	-191,3	-434,3	-403,0
Intérêts financiers versés	-693,1	-697,2	-600,2
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-2 232,3	-2 786,5	-811,5
Dont flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités non poursuivies (1)	-62,1	107,6	-63,1
Trésorerie d'ouverture	4 745,3	4 634,9	4 415,3
Effets de change et divers	113,9	-119,8	-15,6
Trésorerie de clôture	4 058,3	4 745,3	4 634,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 274,4	4 998,0	5 025,4
Trésorerie passive	216,1	252,7	390,5
Trésorerie de clôture	4 058,3	4 745,3	4 634,9

(*) Les cessions d'actifs financiers au tableau de flux de trésorerie incluent les cessions financières ainsi que le montant de sortie de trésorerie active et /ou passive.

A ce titre, ce montant comprend notamment au 31 décembre 2013 la cession des Eaux de Berlin pour un montant total de 636 millions d'euros, incluant le remboursement, pour 547,6 millions d'euros, de la créance financière sur VW Deutschland.

Au 31 décembre 2012, il comprenait notamment la cession des activités Eau régulée au Royaume-Uni pour un montant de 1 230 millions d'euros et les activités de Déchets Solides aux Etats-Unis dans la division Propreté pour un montant de 1 461 millions d'euros au 31 décembre 2012.

(1) *Les flux nets attribuables aux activités non poursuivies au sens de la norme IFRS 5 concernent principalement :*

- a. *Les activités en Norvège dans la Division Propreté cédées en mars 2011 ;*
- b. *Les activités d'assistance liées à l'habitat (société Proxiserve), cédées en décembre 2011*
- c. *L'activité Eau régulée au Royaume-Uni cédée en juin 2012 ;*
- d. *L'activité Déchets Solides aux Etats-Unis dans la Division Propreté cédée en novembre 2012 ;*
- e. *Les activités d'Energies éoliennes américaines cédées en décembre 2012 ;*
- f. *Les activités d'Energies éoliennes européennes cédées en février 2013 ;*
- g. *L'entreprise associée des Eaux de Berlin, jusqu'au 2 décembre 2013 ;*
- h. *L'activité Eau au Maroc ;*
- i. *Les activités d'éclairage public urbain à vocation mondiale (Citelum).*

(2) *Les normes sur la consolidation et la révision de la norme IAS 19 « Avantages au personnel » prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. En conséquence, les états financiers présentés au titre des exercices comparatifs ont été retraités.*